

Condamnation d'un militant des droits humains en Inde

dimanche 22 mai 2011, par [SCHNEIDER Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2011).

Le 24 décembre 2010, le docteur Binayek Sen a été condamné à la prison à vie. Une façon pour les autorités de faire un exemple au moment où la répression contre les populations aborigènes et la guérilla maoïste ne cesse de s'amplifier.

Pédiatre, il est le fondateur d'un hôpital dans une ville minière ainsi que d'un dispensaire au fin fond de l'État du Chhattisgarh, Il est aussi le promoteur d'actions de formation de santé dans cette région délaissée par le gouvernement.

Après avoir rendu visite une trentaine de fois à un chef de la guérilla maoïste en prison en 18 mois, il a fini par être accusé d'avoir transmis trois lettres écrites par ce dernier. Emprisonné depuis mai 2007 pour complicité avec les maoïstes, il vient d'être condamné pour sédition, accusation très grave, en vertu de plusieurs dispositions légales : le Code Civil Indien, la loi Spéciale de Sécurité publique du Chhattisgarh et la loi de prévention contre les activités illégales.

Binayek Sen est secrétaire général de l'Union Populaire pour les libertés publiques (PUCL). Cette organisation des droits de l'homme dénonce les exactions de la milice locale, la Salva Judun, mise en place contre les maoïstes.

Cette milice a organisé des déplacements brutaux de la population sous prétexte de les protéger de la violence de la guérilla maoïste. Elle est soutenue par le gouvernement de l'Etat du Chhattisgarh dont le principal parti au pouvoir est le BJP, parti nationaliste hindou.

Dans cet état, comme dans beaucoup d'états du centre de l'Inde, l'enjeu est de récupérer des terres occupées par des habitants aborigènes afin d'en exploiter le sous-sol minier très riche par de grandes compagnies industrielles.

Beaucoup de militants de la gauche radicale ou des figures connues comme l'écrivain-essayiste Arhundati Roy dénoncent les tentatives d'expulsion des populations de leur terre au profit de groupes industriels. Ils s'expriment aussi contre l'opération militaire massive du gouvernement fédéral indien contre la guérilla maoïste, opération qui vise également les habitants qui résistent.

Aujourd'hui, cette condamnation vise à les museler. La répression contre les militants des droits de l'homme en Inde vient de monter d'un cran.

Christine Schneider
